

*La richesse et la pauvreté des nations : Pourquoi des riches?  
Pourquoi des pauvres?* de David S. Landes, Paris, Albin Michel,  
2000, 760 p.

André Laliberté

Volume 20, Number 1, 2001

Enjeux contemporains du républicanisme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040255ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040255ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laliberté, A. (2001). Review of [*La richesse et la pauvreté des nations : Pourquoi des riches? Pourquoi des pauvres?* de David S. Landes, Paris, Albin Michel, 2000, 760 p.] *Politique et Sociétés*, 20(1), 157–161. <https://doi.org/10.7202/040255ar>

***La richesse et la pauvreté des nations : Pourquoi des riches ?  
Pourquoi des pauvres ?***

de David S. Landes, Paris, Albin Michel, 2000, 760 p.

La présentation du livre en quatrième de couverture annonce que l'éminent historien de l'économie David S. Landes traite de « l'histoire mondiale » et met l'accent sur les valeurs propres à chaque société comme facteurs explicatifs des performances économiques. Cette entreprise est présentée comme une attaque contre les « dogmatismes à la mode- le tiers-mondisme, le relativisme culturel, l'anti-occidentalisme ». L'auteur, nous dit-t-on, s'en prend plus particulièrement à ceux qui remettent en cause le rôle essentiel de l'Occident en tant que premier moteur du développement et de la modernité.

Pour mener son attaque, l'auteur renoue avec la tradition du déterminisme géographique où s'était illustré Montesquieu, voyant dans les attributs naturels de l'Europe une des causes premières de sa suprématie sur le reste de la planète. Le premier chapitre de l'ouvrage, dédié à ce thème, avance qu'il est « une loi universelle, (...) rares sont ceux qui peuvent travailler au mieux de leur capacité lorsqu'il fait chaud et humide » (p. 39). Cette conclusion « scientifique » basée sur une anecdote donne le ton de ce qui suit. Le chapitre suivant abandonne le déterminisme géographique et propose une comparaison entre l'Europe et la Chine, basée sur la sociologie historique, afin de nous expliquer pourquoi les Européens l'ont « emporté » (p. 45). L'auteur reprend à son compte la thèse selon laquelle l'expansion européenne médiévale fut favorisée par une série de facteurs distinguant cette partie du monde des autres civilisations de l'Eurasie. En particulier, le morcellement politique de l'Europe qui a succédé à la chute de l'Empire romain, combiné à un manque relatif de main-d'œuvre, aurait poussé les dirigeants locaux à rivaliser entre eux pour attirer les meilleurs talents nécessaires à leur survie politique (p. 65-66). Ces facteurs, à leur tour, ont favorisé l'apparition de la liberté d'entreprise, qui, estime D. S. Landes, plus que l'adhésion à des valeurs religieuses spécifiques des traditions « judéo-chrétiennes », explique la joie européenne de « trouver » et le respect de l'invention qui seront si déterminants pour l'éclosion ultérieure de la révolution industrielle (p. 91).

Après avoir eu recours à la géographie, puis brièvement à la sociologie historique, l'auteur, loin d'utiliser les explications qu'on s'attend à découvrir chez un historien de l'économie, a recours à une série d'hypothèses culturalistes pour décrire les tentatives, manquées ou réussies, des puissances occidentales pour dominer dans les affaires mondiales, et l'incapacité des autres sociétés à résister à cette ascension. Bien que les empires ibériques aient préparé cette suprématie globale de l'Europe, l'auteur attribue à leur arrogance leur incapacité à maintenir leur suprématie. Le déclin de l'Empire

colonial portugais s'explique par le manque de curiosité exprimé par ses habitants (p. 184), et la stagnation de la Sicile par l'expulsion des juifs décrétée par la couronne de Castille (p. 246). De même, la Chine ne doit s'en prendre qu'à elle-même pour expliquer son retard face à l'Occident : les jeux étaient faits dès que les dirigeants chinois, imbus de leur supériorité culturelle, ont décidé de mettre fin aux expéditions outre-mer de l'amiral Zheng He (p. 137). Les empires précolombiens, d'autre part, ne sont pas épargnés dans ce réquisitoire : les empires inca et aztèque, dans leur incapacité à obtenir l'assentiment des gouvernés, préfigurent les totalitarismes contemporains (p. 142-155).

Les Néerlandais, en revanche, ont fait « mieux » que les Portugais et les Espagnols grâce à leurs qualités intrinsèques, en particulier leur attitude envers le travail et le commerce, fondées sur la prudence (p. 188). Les Britanniques, quant à eux, ont maintenu leur empire en Inde à peu de frais à cause de leur réputation d'honnêteté inconditionnelle (p. 224). Cette domination a été facilitée d'autant que l'Inde ne pouvait pas accomplir une révolution industrielle. Les facteurs décisifs en Grande-Bretagne, avance D. S. Landes, ont été la volonté de renoncer aux habitudes passées, l'esprit d'entreprise et le sens de l'innovation (p. 294), qualités qui ne pouvaient émerger en Inde, à cause de l'attachement des individus à la division du travail consacrée par le système des castes (p. 301). La révolution industrielle n'aurait pu émerger ailleurs qu'en Angleterre, puisque les facteurs déterminants de ce changement sont à rechercher dans la culture, les valeurs et l'esprit d'initiative. Les peuples d'Europe méditerranéenne ou orientale – et que dire des non-Européens ? – « obtinrent un degré de liberté suffisant. Ils ne surent tout simplement pas quoi en faire » (p. 329). La culture explique aussi la suprématie des États-Unis : le contexte de la « frontière », qui a libéré les énergies créatrices des individus, a créé une « culture optimiste et ouverte » (p. 394).

Cette même culture, en revanche, faisait défaut aux Latino-Américains, lesquels, s'il faut en croire l'interprétation que D. S. Landes fait de l'histoire récente du Brésil, s'avèrent incapables de sacrifier un mode de vie qui serait centré sur les « amusements et les divertissements » (p. 435). Les Chinois, pour leur part, sont condamnés pour leur sentiment de supériorité culturelle : aveuglés par leur vanité, les dirigeants se sont montrés incapables de résister à la domination européenne (p. 459-460). Le fond culturel des pays islamiques serait aussi responsable des difficultés subies par les pays qui se réclament aujourd'hui de l'Islam : l'expansion de la religion, plutôt que la quête du profit, ne pouvait que mener à l'échec (p. 510). Le Japon, en revanche, a évité le sort de la Chine et des pays islamiques grâce à un fond culturel qui valorisait, au sein de la population, le sens du devoir et de l'obligation (p. 508).

Peut-être pour éviter de prêter le flanc à l'accusation que ses thèses pèchent par ethnocentrisme, l'auteur suggère que l'arrogance culturelle qui a mené la Chine à sa perte a aussi affecté la Grande-Bretagne, où l'attachement au « poids des habitudes » a mené à un déclin de la productivité après

la guerre (p. 596). Dans le même ordre d'idée, la suprématie continue des États-Unis s'explique par l'ouverture d'esprit et la décision d'adopter certaines des méthodes de gestion japonaises, lorsque celles-ci permettent d'améliorer la productivité (p. 628). L'ouvrage conclut sur le constat que les sentiments anticolonialistes et anticapitalistes ont mené les pays pauvres à leur perte, mais que le vent a tourné, comme en fait foi la « conversion au réalisme » de Henrique Cardoso, l'ex-économiste tiers-mondiste qui a préconisé l'intégration à l'économie mondiale après son élection à la présidence du Brésil (p. 654-655). Les leçons que l'auteur tire de ces « faits » ? Les dirigeants des nations pauvres peuvent apporter un remède aux problèmes affligeant leur pays s'ils comprennent que « ce qui compte, c'est le travail, l'économie, l'honnêteté, la patience, la ténacité » (p. 671).

Très peu de choses sont dites sur l'histoire de l'économie dans cet ouvrage. Certes, une courte digression de deux chapitres démontre l'importance des changements technologiques et de la mesure du temps – par la création d'horloges précises – pour expliquer la suprématie maritime de l'Europe, mais le lien entre cette discussion et les prédispositions culturelles des sociétés n'émerge pas clairement (p. 279). L'ouvrage soulève une autre hypothèse intéressante qui peut être identifiée à l'histoire de l'économie lorsque l'auteur cite les travaux de Gerschenkron sur l'avantage comparatif des retardataires (p. 353-355). Cette mention lui permet de mieux souligner à quel point un effort concerté des pouvoirs publics mettant l'accent sur le savoir a permis à des pays tels que l'Allemagne de rattraper leurs concurrents (p. 373-375). Cependant, cet argument n'est pas développé. Les facteurs externes, par exemple le colonialisme, sont aussi pris en compte, mais l'analyse qui en est faite s'avère ambiguë. Passe encore d'affirmer que l'esclavage a contribué à accélérer le processus qui a mené à la révolution industrielle – encore que cette thèse demeure chaudement débattue (p. 168), mais le jugement que porte D. S. Landes sur le colonialisme, dont nous subissons encore les conséquences, est en revanche discutable. D'une part, il ne croit pas que l'Occident ait été dépendant des colonies, étant donné que les pays européens ne s'en portent que mieux depuis la liquidation de leurs empires coloniaux, et, d'autre part, les pays nouvellement indépendants, par exemple l'Algérie, auraient souffert du départ des colons (p. 567-568).

Un autre problème ternit cet ouvrage sur le plan méthodologique. En particulier, l'acharnement dont fait preuve l'auteur envers les chercheurs qui tentent de nuancer les analyses simplistes sur le « despotisme asiatique » a de quoi ... étonner. En fait d'attaques contre les « dogmatismes à la mode », on retrouve dans cet ouvrage des clichés éculés sur la « stagnation » et le « repli » de la Chine. Ce qui est pire, les critiques de D. S. Landes ne reposent pas sur des études de cas relatives à la Chine, mais plutôt sur des sources secondaires, dont certaines sont des plus discutables. Parmi les « autorités » sur la Chine citées par l'auteur, on retrouve Alain Peyrefitte, qui avait exprimé à propos de la Chine la position relativiste – pourtant dénoncée par l'auteur lui-même – selon laquelle certains peuples sont habitués à être dominés par leurs dirigeants. Pourquoi D. S. Landes n'a-t-il pas cherché à

bénéficiaire de l'étude comparée de R. Bin Wong sur les développements européen et chinois, et qui a fait l'objet d'une thèse de doctorat supervisée par l'auteur lui-même ? Voilà une avancée de la connaissance qu'il aurait pu consulter, au vu de la considérable masse de sources en langues chinoise et japonaise que M. Bin Wong a utilisée, plutôt que les spéculations de Wittfogel, dont les plus récents travaux datent de la révolution culturelle !

Finalement, les « dogmatismes à la mode » dénoncés par l'auteur s'avèrent être des « hommes de paille » : même les historiens les plus critiques à l'égard de la mondialisation – tels qu'Immanuel Wallerstein ou Samir Amin – n'ont jamais nié que l'Occident a été l'initiateur de la série de processus menant à la modernisation des sociétés d'Asie et d'Afrique. D. S. Landes ne semble pas du tout avoir lu les auteurs qu'il critique, et ne semble pas très bien connaître les divers courants de pensée qui, de façons diverses, et pour des fins parfois opposées les unes aux autres, ont réfléchi sur la portée de l'occidentalisation du monde. Les critiques du libéralisme, de même que les critiques plus radicales du positivisme ne nient pas le rôle capital qu'a joué l'Europe dans la modernisation des sociétés d'Asie et d'Afrique. Très peu de sinologues, y compris ceux d'origine chinoise, par exemple, remettent en cause le rôle essentiel de l'Occident dans l'entrée de la Chine dans la modernité-monde. Ce qui est évacué complètement dans ce débat, c'est la question du bien-fondé d'un type de développement, érigé comme modèle à suivre, dès lors qu'on garde à l'esprit qu'il a été inauguré par des actes de violence et repose sur l'exclusion sociale pour assurer sa reproduction.

En dernière analyse, la thèse de D. S. Landes ne diffère pas vraiment de celle de Paul Kennedy, qui attribuait la suprématie occidentale à une combinaison heureuse de facteurs tels que le laisser-faire économique, le pluralisme politique, la diversité de centres de puissances militaires, et enfin, la liberté intellectuelle. La similitude des conclusions à dix ans de distance a d'autant plus de quoi inquiéter que le dispositif qui est déployé pour les étayer est considérable. La liste des sources que D. S. Landes cite, la liste des conférences où ses idées ont été discutées, le nombre considérable de sommités qui les ont débattues, tout cela indique qu'une logistique extrêmement coûteuse a présidé à la création de cette entreprise. Au vu de la maigreur du résultat final, il est cependant permis de se demander si le jeu en valait la chandelle. L'ouvrage de D. S. Landes doit être situé dans le contexte plus large d'une remise à la mode de thèses populaires dans les années 1960, au plus fort de la mobilisation idéologique contre les mouvements sociaux dans les pays récemment décolonisés. L'impression qui se dégage de la lecture de cet ouvrage, et plus particulièrement l'état d'esprit régnant au sein d'une certaine intelligentsia américaine qu'il révèle, invite à faire la comparaison avec une autre caste régnante, sous des cieux différents et en d'autres temps. L'actuelle autosatisfaction d'une intelligentsia américaine qui représente sa société comme la forme la plus achevée de civilisation, de mode d'organisation sociale, économique et politique ressemble à celle de la

classe dirigeante mandchoue avant qu'elle ne soit confrontée aux « poings de justice » et aux « diables étrangers. »

André Laliberté  
*Université d'Ottawa*